

## **Barbara Stiegler : «Qui décide en démocratie ?»**

Propos recueillis par Pascal Greboval et Sabah Rahmani, le 28 décembre 2020

Barbara Stiegler - © Anne-Sophie Mauffré

**Professeure de philosophie, spécialiste de Nietzsche, autrice, Barbara Stiegler s’empare des questions politiques en les reliant au vivant. Face au naufrage du néolibéralisme et aux crises qu’il engendre, cette passionnée de sciences nous invite à remettre de l’esprit critique et de la politique « dans tous les champs de notre vie » pour sortir de la « fabrique du consentement » et s’ouvrir à « l’imprédictible ».**

**Rencontre.**

**Comment avez-vous basculé de votre statut de professeure des universités à l’engagement dans les luttes sociales ?**

Il y a toujours eu un lien entre mon travail académique et les problèmes contemporains que je pouvais éprouver en tant que citoyenne. Mais malgré ce lien, je ne me reconnaissais pas bien dans les mobilisations que je voyais autour de moi. Jusqu’à ce que surgissent les Gilets jaunes. Si je me suis sentie immédiatement proche de ce mouvement, c’est d’abord parce qu’il dénonçait clairement l’autoritarisme du néolibéralisme. L’idée que tout le monde devait s’adapter à la mondialisation et que les populations qui n’y parvenaient pas, celles des zones rurales, périurbaines, etc. étaient condamnées à disparaître, et leurs enfants après elles, se révélait soudain dans toute sa violence. Cette contestation éminemment politique de l’autoritarisme néolibéral exigeait également une véritable démocratie, et le retour du pouvoir vers le peuple, c’est-à-dire du *kratos* vers le *dêmos*. Par rapport à mes propres travaux de recherche, cela faisait écho à la conception pragmatiste de la démocratie chez John Dewey, le premier à avoir produit, dans les années 1930, une critique philosophique radicale du néolibéralisme en montrant qu’il correspondait à une fausse démocratie. En présentant cette dernière comme une « manufacture du consentement », dans laquelle le peuple devait être rééduqué par les gouvernants et les experts pour adhérer sans résistance au programme de la mondialisation, Dewey a montré lui aussi comment les néolibéraux confisquaient l’essentiel d’un régime démocratique : celui de la délibération commune sur les buts et les fins.

**Qui sont ces néolibéraux des années 1930 ?**

Cette vision de l’évolution comme marche inéluctable vers un capitalisme mondialisé est au centre de l’œuvre de Walter Lippmann et de tous les nouveaux libéraux qui, lors du colloque Lippmann de 1938, ont souscrit à son agenda. Dans le contexte de la mort de Dieu, ce récit donnait un sens à l’histoire et une direction à l’espèce humaine. Il reprenait en partie l’évolutionnisme d’Herbert Spencer, célèbre sociologue du XIX<sup>e</sup> siècle qui avait été à l’initiative du « darwinisme social » : une compréhension de l’histoire humaine à partir de l’évolution biologique. Mais ce terme est en réalité impropre car Spencer a trahi Darwin sur presque tous les plans, et en particulier dans sa vision d’une évolution orientée vers un but ultime. La grande leçon de Darwin fut précisément inverse : il a montré que l’évolution n’avait pas de sens, ou plus exactement, que le vivant partait dans toutes les directions. Pour Spencer comme pour Lippmann, au contraire, il y avait un sens unilatéral de l’histoire, et ce sens était l’avènement du capitalisme mondialisé. Pour Spencer, il suffisait de laisser faire les hommes, et ils s’adapteraient naturellement. Tandis que pour Lippmann, l’espèce humaine était totalement inadaptée à la mondialisation, à la fois sur le plan affectif et cognitif. Sa réadaptation devait donc être produite par le haut, par des politiques publiques ambitieuses, qui impliquaient de fabriquer le consentement des populations et de leur imposer continuellement le même impératif : « s’adapter ».

**Comment le consentement se fabrique-t-il ?**

Alors que dans les conceptions politiques classiques, on doit recueillir le consentement des peuples, ici, il s’agit plutôt de le fabriquer de toutes pièces et à l’échelle industrielle. Car l’espèce humaine est considérée par les néolibéraux comme déficiente, et ce n’est pas pour rien qu’ils parlent aujourd’hui, avec l’économie comportementale, de « biais cognitifs ». Étant donné l’ampleur de la tâche, la manufacture du consentement doit donc mobiliser tous les moyens technologiques, mais aussi l’ensemble des institutions publiques dont l’État dispose. Le droit, l’éducation, la santé, la culture, le cinéma, les médias, tous les moyens de réformer l’espèce humaine sont bons. L’enjeu consiste à la rendre apte à accepter l’accélération des rythmes et des mutations impliquée par une compétition qui se joue désormais à l’échelle mondiale.

## **Mais la frontière est parfois ténue entre manipulation et complot. Vos analyses ne risquent-elles pas de favoriser la théorie du complot ?**

Nous avons tous tendance à chercher un coupable lorsqu'un problème surgit. On veut qu'il y ait un sujet avec un grand S qui soit responsable des processus. Dans un horizon religieux, nous avons le diable, et à partir du moment où une laïcisation de notre imaginaire s'est mise en place, nous avons très souvent continué à chercher un coupable. Cela a pu être le grand capital, le peuple ignorant, et peut être ce que vous voulez, mais au fond, je pense qu'il est tout à fait faux de dire qu'aujourd'hui les peuples sont complotistes. C'est assez drôle d'ailleurs de voir que les élites accusent le peuple d'être complotiste. Car ce faisant, elles font de lui le grand agent de tous les problèmes. Les élites font, finalement, exactement ce qu'elles refusent que l'on fasse. Si l'on revient à mes recherches, le néolibéralisme n'est ni un sujet, ni un homme seul, ni quelques hommes puissants qui se trouveraient quelque part sur la planète, à Wall Street, dans la Silicon Valley ou au sommet de l'Union européenne. Walter Lippmann n'est pas l'auteur de l'agenda néolibéral. Il en est juste l'un des meilleurs transcrits, l'écrivain jouant ici l'un de ses rôles, celui de transcrire de manière cristalline ce qui traverse son époque. Le néolibéralisme n'est ni l'œuvre de quelqu'un ni celle de quelques-uns. Il s'agit plutôt, et Michel Foucault l'a très bien montré, d'un mode de gouvernement que nous avons tous intériorisé, plus ou moins consciemment : cette pression à la compétition, à l'optimisation, à l'adaptabilité et à l'évolution permanente à laquelle peu d'entre nous échappent. Ceci montre qu'il n'y a pas de grand sujet quelque part qui aurait une stratégie à déployer, et qui serait notre nouveau diable. Il y a plutôt une diversité de modes de gouvernement et, parmi eux, une nouvelle forme de gouvernementalité, le néolibéralisme, dont nous sommes tous – du fait de processus historiques complexes largement liés à la reconfiguration du libéralisme pendant la crise des années 1930, puis des années 1970 – plus ou moins imprégnés.

### **Comment se libérer de cette forme d'emprise ?**

Le premier pas est d'en prendre conscience et d'étudier la manière dont elle s'exerce sur nous. Regardez la façon dont les politiques publiques de santé se déploient aujourd'hui dans notre pays. La manufacture du consentement, devenue la fabrique de « l'acceptabilité sociale », passe par toute une série de messages qui sont bien souvent éloignés des faits, mais qu'on agence de telle sorte que l'on arrive à obtenir l'adhésion. C'est quand même un véritable problème car, au bout d'un moment, le public ciblé finit par le comprendre, et cela fabrique de la défiance. Mais cette défiance dont on parle beaucoup est en quelque sorte un bon signe. Elle montre que le public ciblé par ces techniques n'est plus dupe, ce qui est un signe de maturité politique. Au lieu d'accuser le peuple d'être naturellement défiant et dangereusement rétif au savoir, je pense qu'on devrait plutôt le féliciter de ne plus prendre pour argent comptant le discours dominant fabriqué par des lobbys industriels en collusion avec certains scientifiques, largement achetés par les conflits d'intérêts. Avec le refus d'accorder a priori sa confiance aux classes dirigeantes et aux experts qui les assistent, une certaine lucidité se fait jour qui est aussi, non pas une aversion pour la science, mais une véritable volonté de savoir.

### **Les dirigeants économiques et politiques n'ont pas du tout intérêt à sortir de cette doctrine néolibérale. Comment peut-on renverser celle-ci alors qu'ils en sont les maîtres ?**

Cette doctrine d'une marche inéluctable vers une compétition mondialisée a fait la démonstration de son obsolescence et de son caractère complètement erroné. Tout le monde ou presque a compris qu'elle détruisait l'environnement en même temps que notre santé et notre psychisme. La prise en compte des limites du vivant a révélé que cette vision de l'évolution est intenable. Et que les pouvoirs dominants qui nous parlent en permanence d'évolution et de mutation sont incapables d'évoluer et de penser une véritable adaptation. Ils sont restés engoncés dans un récit ancien. C'est pour cela qu'ils sont contestés par les populations, et notamment par les plus jeunes, de manière spectaculaire.

### **Cela signifie-t-il que toute la vie politique doit se recomposer autour des questions écologiques et sanitaires ?**

Je pense en effet que c'est autour de ces questions que les affrontements, clivages et débats politiques vont devoir se recomposer. C'est pourquoi il serait temps d'avoir enfin une approche politique de la question sanitaire, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. Dès qu'il est question de santé, pour une immense majorité des gens, on n'est plus dans la politique, mais dans la vie avec un grand V, face à une valeur écrasante et qui ne se discute pas. Le gouvernement essaie de nous terroriser avec ces questions de vie ou de mort, parfaites pour congeler la vie politique et les oppositions. Mais la réalité est qu'il n'a jamais respecté sérieusement ces questions, que l'on songe à son mépris pour les sujets écologiques ou à son indifférence face à la colère des personnels hospitaliers juste avant l'arrivée du virus. On espère que l'hôpital pourra se relever, mais il a été extrêmement abîmé par les politiques néolibérales qui se sont poursuivies pendant la crise. Alors que le Ségur de la santé a créé une immense déception, donnant aux soignants une impression de mise en scène, le gouvernement a continué à supprimer des centaines de lits, et il vient d'imposer un

nouveau budget d'austérité pour la Sécurité sociale. Tout ceci montre qu'il faut faire de la santé une question politique dont tout le monde est autorisé à débattre. Ce n'est pas parce que la santé est un sujet compliqué, qui implique un savoir complexe, que l'on n'a pas le droit d'en parler politiquement. Si c'était le cas, on ne pourrait pas non plus parler d'économie et, à bien y réfléchir, on ne pourrait plus parler de rien. L'argument qui consiste à dire : « laissons les questions de santé aux médecins et aux décideurs car elles sont trop compliquées pour nous » me semble un signe d'immaturité profonde. Et j'espère vraiment que, à la faveur de cette crise, les peuples vont se saisir activement de ces questions et vont refuser qu'elles soient accaparées par les experts et les gouvernements.

**On n'a pas vraiment de représentants des questions écologiques et sanitaires parmi nos dirigeants et cela interroge sur leur représentativité. Comment prioriser ces questions ?**

Oui, c'est extrêmement compliqué. Cela tient aux limites de ce qu'on appelle aujourd'hui « notre démocratie », mais qui, dans les faits, est assez peu démocratique puisqu'elle repose sur des mécanismes électifs de représentation qui consistent à sélectionner une classe « dirigeante » et à écarter du pouvoir des pans entiers du peuple. Avec ces mécanismes éliminatoires, la représentation sert au fond à séparer le peuple de ses prétendues « élites ». Mais ces élites se révèlent aujourd'hui largement incompetentes sur le plan du savoir, l'expertise sur laquelle elles reposent étant imprégnée de collusions avec un modèle de développement qui n'a plus aucun crédit. C'est ce qui explique l'irruption de mouvements comme celui des Gilets jaunes, dont les causes ne sont pas seulement économiques (le prix du carburant), mais aussi épistémiques : qui est censé savoir et décider en démocratie ? La question d'une refondation démocratique est posée. Ou, pour parler comme John Dewey, celle d'une reconstruction de la société par la démocratie radicale. Et cela implique d'immenses chantiers de reconstruction, qui doivent se jouer en priorité dans ces secteurs de l'écologie, de la santé, de la recherche et de l'éducation. L'aspect social de l'accès aux richesses et à la propriété doit être d'urgence doublé d'une autre question : celle de la participation de tous au savoir, au partage des connaissances et à l'expérimentation collective.

**Qui est légitime pour représenter les classes populaires ?**

Je ne suis pas sûre qu'il faille poser la question en termes de représentation. Il y a toutes sortes de moyens de contourner cette logique, et surtout cette idée qu'il faudrait un « qui ». Qui est le meilleur représentant du peuple ? La question est en elle-même mal posée. Il faut pluraliser, dépersonnaliser les processus et revoir tous ces mécanismes de représentation qui, à chaque fois, fabriquent un dessaisissement démocratique.

**Au-delà de la question de la représentation, quels seraient les leviers d'une démocratie radicale ?**

Aujourd'hui, une véritable effervescence, théorique et expérimentale, se crée dans le monde entier, autour de ces questions. Et c'est bien normal, puisque tout le monde comprend que la démocratie libérale de type représentatif a conduit à une confiscation progressive de la démocratie. Ce que les libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle appelaient plus justement le « gouvernement représentatif » s'est progressivement fait passer pour la démocratie. Or, à notre époque, le gouvernement représentatif n'est pas le pouvoir du *dêmos*, le « pouvoir du peuple, par le peuple et sur le peuple ». Il est exercé sur le *dêmos*, par des techniques de fabrication du consentement de ceux qui s'estiment au-dessus de lui.

**Ce changement de modèle politique nécessiterait de passer par des élections. Mais, depuis quelque temps, on voit plutôt monter l'abstention.**

On a artificiellement réduit le champ du politique au domaine de l'élection et au monde professionnel de la politique. La démocratie, entendue radicalement, ne se restreint pas du tout aux grandes instances nationales, régionales ou locales avec les moments électifs. Il ne s'agit que d'une partie, et peut-être pas la plus importante, de l'activité politique qui, en réalité, devrait être continue dans notre vie sociale de citoyens. Quand je me rends à une réunion de travail à l'université sur l'avenir de l'enseignement et de la recherche, et que je me demande comment notre faculté va se positionner par rapport au virage numérique, pour moi, c'est à chaque fois de la politique. Pourtant, il n'y a pas nécessairement de vote ou d'élection. On travaille, on discute, on s'affronte, on se met d'accord, on met en place des stratégies, on entre parfois en conflit, sur le mode du consensus ou du dissensus, cela engage des processus de transformation réciproque et c'est cela aussi la politique. Le problème, c'est que notre système libéral, celui du gouvernement représentatif, l'a artificiellement coupée de notre vie réelle de travailleurs, de consommateurs et même de citoyens. Et on l'a enfermée dans une sphère séparée, qui est celle des professionnels de la politique et des élections. Je pense donc, pour répondre à votre question, que la seule parade, c'est de se souvenir que la politique devrait être dans tous les champs de notre vie. Je ne dirais pas que « tout est politique » : les conversations amoureuses ou les débats domestiques entre parents et enfants ne le sont pas nécessairement. Mais on peut considérer qu'ils sont souvent prépolitiques et que, dès que l'on passe à l'échelle collective, tous les enjeux sont politiques. Une démocratie revivifiée ainsi, par des habitudes de vie tournées vers la délibération et la

confrontation des points de vue, serait le meilleur moyen de réenchanter le vote et l'élection, à condition de les émanciper de la logique séparatrice des élus, qui coupe le peuple de ses représentants.

### **Depuis cette conception de la démocratie radicale, quel regard portez-vous sur les théories de la collapsologie ?**

Elle répète à bien des égards les écueils de l'expertise et de la manufacture du consentement. L'idée que l'on disposerait d'un discours de type scientifique – c'est le grec *logos* de la classologie – et que ce discours serait capable de prédire l'avenir, c'est-à-dire les modalités exactes de l'effondrement, l'idée plus générale que les modèles prédictifs scientifiques, qui ne sont que des outils pour une connaissance approchée, seraient des réalités inéluctables, comparables à des faits – illusion qui a également joué à plein avec les « prédictions » des épidémiologistes concernant la Covid-19 – me paraît tout à fait dommageable. Parce que les phénomènes dont on parle sont des réalités sociales et vivantes, il faut rappeler, au contraire, que même si les menaces sont profondes et qu'il ne s'agit pas de le nier, l'avenir est beaucoup plus ouvert et imprédictible que ce que l'on croit. L'idée de prédire une catastrophe déjà inscrite dans le réel, comme si l'avenir était déjà dans le présent, et celle de se servir de cette prédiction pour produire une sorte d'électrochoc sur les populations, ne me paraît ni une bonne stratégie politique, ni un énoncé rigoureux sur le plan épistémologique, c'est-à-dire du rapport au savoir. On doit davantage rappeler le caractère ouvert de l'avenir, celui imprédictible des phénomènes naturels et collectifs, et se souvenir qu'on tente de décrire des comportements sociaux capables de se modifier et de se réinventer. Cela nous donnera beaucoup plus de courage pour essayer d'engager des changements.

### **Il y a de l'espoir, donc ?**

Oui, exactement, comme un médecin confronté à une maladie gravissime peut se dire qu'il y a encore des choses à tenter. L'issue sera peut-être fatale, il le sait, mais il se doit de tout mettre en œuvre pour soigner son patient. Si je prends l'exemple des médecins, c'est parce que la philosophie que je pratique est très proche de l'art médical. Elle se donne comme premier travail de détecter les pathologies du collectif auquel elle appartient et en même temps d'aider, à son humble mesure, à envisager collectivement des thérapeutiques. En ce sens-là, oui, tant qu'il y a de la vie, et que cette vie est pensée par la médecine, la philosophie, les sciences sociales ou les métiers de soin et d'éducation, il y a de l'espoir ! Mais cela ne veut absolument pas dire que je suis optimiste, adjectif qu'on m'attribue souvent et que je récusé. Si j'étais optimiste, cela signifierait que je pense que nous allons vers l'optimum, c'est-à-dire le meilleur. Je suis au contraire, et comme tout le monde, extrêmement inquiète. Mais je pense que ce discours, qui consiste à dire qu'on sait déjà que ça va très mal finir, est une forme de défense psychique qui ne nous fait pas de bien. On a toujours besoin de connaître la fin de l'histoire. Là, et après s'être dit que c'était la révolution, puis la mondialisation, on se raconte que c'est l'effondrement. Je pense que ce n'est pas du tout une bonne chose, ni sur le plan du rapport à la science ni sur celui de l'action, et qu'il nous faut d'urgence libérer notre rapport au temps de ces vieilles manières de penser.

### **BIO EXPRESS**

1971 : *Naissance*

1994 : *Agrégée de philosophie*

2003 : *Thèse : « Nietzsche et la critique de la chair : le "concept de Dionysos" »*

2009 : *Directrice adjointe de l'UFR de philosophie et responsable du master 2 Soins, éthique et santé de l'université Bordeaux-Montaigne*

2018 : *S'engage aux côtés des Gilets jaunes et contre la réforme des retraites*

### **Pour aller plus loin**

- Barbara Stiegler, *De la démocratie en pandémie*, coll. « Tracts », Gallimard, 2021
- Barbara Stiegler, *Du cap aux grèves. Récit d'une mobilisation. 17 novembre 2018-17 mars 2020*, Verdier, 2020
- Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, Gallimard, 2019